

CHAPITRE QUATRIEME.

LA BELGIQUE D'ANGLETERRE.

HENRI DAVIGNON

Pour un écrivain d'imagination, pour un observateur des mœurs, la chance est appréciable d'avoir été, pendant plusieurs années, associé à la vie d'une nation étrangère, bouleversée de fond en comble par une guerre sans précédent. L'Angleterre avait, au cours des siècles, pris part plusieurs fois à des expéditions continentales, mais jamais autrement que par des corps expéditionnaires, des batailles navales et une diplomatie experte à fomentier des coalitions. Cette fois il lui incombait de devenir une belligérante totale, jetant toutes ses ressources et l'âme même de ses peuples dans le creuset d'une lutte énorme d'où dépendrait, non sa suprématie de nation insulaire, mais l'existence de son empire. Unie étroitement à la France, sans laquelle elle ne pourrait rien sur le sol européen, mais envers laquelle elle n'avait contracté que la fragile obligation de « l'entente cordiale », associée

bientôt à l'Italie qui appartenait à un groupe adverse, liée à la Russie sa rivale, dépendante enfin du suprême concours américain, la Grande Bretagne n'a eu tout le long des hostilités, pour justifier aux yeux de son opinion souveraine l'évolution radicale de ses méthodes, de ses traditions, que la seule autorité de la parole donnée à la Belgique.

Elle fut le principal argument brandi en faveur du recrutement volontaire. Le souci de ne forcer personne à combattre contre son gré prévalut longtemps et dangereusement. Il ne dérivait pas surtout du désir de respecter la liberté individuelle, jusque dans ses défaillances, mais de la conviction qu'un homme libre, quand la cause est juste, cède fatalement à l'appel de sa conscience. *Join the forces*, rallie le drapeau ! Aucun gentleman ne résiste à ce cri quand il est lancé au nom du Roi. D'autant moins qu'une commission d'officier lui est à l'avance assurée, même s'il n'a reçu à l'avance aucune préparation militaire. N'est-il pas un sportsman-né, apte à commander une équipe de cricket ou de football ? La guerre devenant tout à coup le sport national ; seuls les inaptes sont fondés à s'en abstenir. Quant aux rangs inférieurs, à la soldatesque, *the rang and file*, de justes avan-

tages pécuniaires, un excellent équipement, avec un ravitaillement assuré compenseront le risque à courir et que couvre moralement l'union des Eglises, du Parlement et des trade-unions. La trilogie morale, sous l'égide de la monarchie, demeurera en action jusqu'à la fin de la guerre. Plusieurs fois elle renouvellera sa provision d'arguments, pour en arriver à l'heure obscure et redoutée où la conscription des récalcitrants apparaîtra à tous comme la rançon des bons citoyens. Et encore une soupape sera laissée à l'obstination de certaines consciences individuelles par le privilège des âmes reconnues invinciblement attachées à l'horreur de verser le sang, le leur et celui d'autrui...

Le spectacle des réfugiés chassés de leur pays au mépris de tout droit, les récits amplifiés des horreurs de l'invasion, de la cruauté d'une occupation sacrilège, les anticipations proclamées pour la réparation de l'injustice : voilà de quoi alimenter le thème des harangues et des homélies. Le contraste de Goliath et de David brillera parmi d'autres références bibliques. De la France il sera à peine parlé, sauf quand elle aura versé des flots de son sang et que le nombre des divisions britanniques pourra contrebalancer ses pertes en

hommes et en matériel. De l'Italie, pas un mot, si ce n'est quand sa défaillance sur le Carso exigera l'envoi de renforts coloniaux. Enfin le ralliement des Etats-Unis, fruit d'un idéalisme proclamé, sera célébré comme un renforcement à la réalité morale établie par l'Ile-mère.

A cette réalité morale, les constatations de notre commission d'enquête apportèrent, grâce à l'écho que leur fit toute la presse, un stimulant sans cesse renouvelé. Il en fut de même de nos premiers documents diplomatiques reproduits dans un livre gris, aussitôt traduit et répandu. Le texte de l'ultimatum, la réponse belge, la dépêche de Sir Edward Goschen, rédigée à son retour de Berlin et relatant la conversation dite du « chiffon de papier », quels thèmes pour les discours publics d'Asquith, de Lloyd George, de Balfour ! Tout se matérialisa dans un *cartoon* ou dessin de Bernard Patridge, dans le *Punch*. On y voyait un Roi Albert tenant tête, parmi les ruines de son pays, à un Empereur Guillaume déchaîné. On y lisait cette brève légende en dialogue : « Vois donc, tu as tout perdu. — Pas mon âme ! »

La première vague d'enthousiasme et d'indignation passée, le front stabilisé des Vosges

à la mer, il devenait nécessaire de soutenir une propagande sans laquelle l'effort demandé allait manquer d'une suffisante alimentation morale. La question du recrutement demeurerait au premier plan, compliquée de celle plus délicate de l'approvisionnement industriel des armées et de la mobilisation économique de la nation. Les éléments pacifistes, toujours nombreux en pays évangélique, commençaient de s'agiter devant une effusion de sang à vrai dire effroyable. Ils trouvaient des alliés parmi les prolétaires effrayés des atteintes apportées à la réglementation du travail. L'Allemagne avait d'ailleurs mobilisé à travers l'Empire, chez les neutres, en Irlande et sur le monde américain tous les arguments susceptibles d'atténuer par la calomnie et la déformation des faits la cause de l'innocence belge.

Le *Foreign Office* se tourna vers notre légation. Celle-ci, obsédée par l'ennui de besognes épuisantes, avait pris l'habitude de m'adresser les journalistes insatiables. Je fus mis en rapport avec l'embryon d'un service de propagande en marge de la diplomatie officielle. Il fallut à tout prix éviter les exagérations, les erreurs matérielles et cette tendance à confondre, dans un but d'exaltation momentanée

le vraisemblable et le réel, l'inutile et le possible. Déjà certains courtiers marrons, intriguants ou visionnaires offraient des photographies suspectes, des brochures approximatives, des concours intéressés. Je me souviens d'un texte imprimé à cent mille exemplaires, apporté par le financier Loewenstein et qu'il avait réussi, à force de bluff, à faire prendre par le *Foreign Office*. Cela manquait de pertinence, de modération et surtout d'autorité. Sur mon avis formel, tout fut passé au pilon. Il fut entendu qu'aucun instrument d'information relatif à la cause belge ne serait adopté ou encouragé sans mon approbation.

La force de l'administration britannique, par ailleurs encombrée de formalisme et de lenteur, c'est qu'elle laisse la responsabilité à celui qui est chargé de faire aboutir une résolution prise. Il se sent couvert sans avoir à en référer à autrui, quitte à répondre de ses initiatives devant le contentieux administratif. Une fois accrédité par le ministre de Belgique, je fus entièrement adopté par le service anglais qui traitait avec moi comme je traitais à fond avec lui. Cette collaboration m'a laissé une satisfaction profonde. Les signes extérieurs en furent réduits au minimum. La seule qualité officielle dont je pouvais exciper

était celle de secrétaire de la commission d'enquête qui était une création du ministère de la Justice. Le *Belgian relief committee*, organisme bénévole sans aucune qualification diplomatique me servait de façade. Grâce à lui j'eus pignon sur rue. Je louai fictivement au numéro 48 et puis au numéro 28 Grosvenor Gardens, à proximité de la gare de Victoria, un immeuble dont j'occupai le second étage et dont je sous-louai à divers services belges le rez-de-chaussée et les autres étages. Le lien qui m'unissait à la légation était tout personnel. Il était entendu qu'on pourrait me brûler si c'était utile. En attendant je jouissais de la confiance entière du ministre et de son personnel. A part le remboursement de mes frais de bureau je ne demandai aucun traitement et personne ne songea jamais à m'en offrir. Militarisé quand tous les réfugiés furent embrigadés de quelque façon, je ne réclamai jamais le droit de revêtir un uniforme, ce qui scandalisait un peu les officiers de l'arrière britannique avec lesquels j'avais de si bonnes relations.

La commission d'enquête, son rapport fait et publié, cessa de se réunir. Mais aux témoignages individuels recueillis ne tardèrent pas à s'ajouter des centaines de déclarations, de

documents, d'images, de récits formant une réserve d'archives vivantes sans cesse accrue. Je fus amené à y puiser pour édifier les visiteurs intéressés, envoyés par la légation ou le *Foreign Office* ; journalistes, écrivains, éditeurs, personnalités politiques et scientifiques. Le gouvernement britannique, un peu tardivement et dans le but d'édifier l'Amérique, songea à entreprendre pour son compte en divers centres du royaume uni, où avaient été répartis les réfugiés belges, une investigation particulière. Il la plaça sur le patronage d'un juriste de réputation mondiale, le vicomte Bryce, auteur de la meilleure publication sur la structure juridique et morale des Etats-Unis. Le « Comité Bryce » arriva aux mêmes conclusions que notre plus modeste commission. Il les formula dans tout l'appareil conventionnel et rigoureux des constatations établies selon le formalisme anglais. Nous y demeurâmes soigneusement étrangers, heureux d'une si opportune confirmation.

La première sensation passée, un instrument de propagande et de vulgarisation générale devint souhaitable. Pour le réaliser le *Foreign Office* recourut lui aussi à la forme anonyme et immobilière. *Wellington house*, tel fut le nom d'une maison où s'installèrent

quelques fonctionnaires disposant de grands moyens financiers. Des arrangements furent pris pour provoquer la sortie chez des firmes connues et achalandées d'ouvrages utiles à la cause des Alliés. D'une brève conférence avec les chefs de *Wellington house*, Claude Shuster, A. J. Gowers, J. P. Guest, j'emportai cette conclusion évidente : « Nous n'avons à exploiter que le cas de la Belgique. Tout ce que vous nous présenterez sera le bienvenu ».

Il s'agissait donc pour moi de « mettre en musique » l'actualité, pour nous la plus douloureuse, pour eux la plus démonstrative. Le moins possible de littérature, le plus de faits, sans passion, sans injures et dans le constant souci d'une réparation future basée non sur la vengeance, mais sur la justice.

Jules van den Heuvel avait suivi le gouvernement au Havre, comme ministre d'Etat. Avant de se rendre à Rome où le Roi le chargea de remplacer, comme son envoyé auprès du Saint-Siège, le vieux Baron d'Erp, dépassé par les événements, il m'avait suggéré le plan d'un ouvrage illustré qui ne contiendrait que des textes et des documents, présenté de telle sorte qu'ils entraîneraient pour toute personne de bonne foi, une évidence irrésistible. Ce fut la première publication issue de mon

bureau et que Wellington House allait se charger de répandre, traduite en toutes langues, à travers le monde. J'y consacrai de fiévreuses matinées, armé d'une paire de ciseaux, d'un pot à colle et d'un pinceau. A chaque page aux textes soigneusement contrôlés des engagements internationaux s'opposeraient, à la page suivante et d'après un ordre gradué, les violations prouvées par la photographie : villes détruites, aveux inscrits en des carnets de soldat, déclarations par affiches, cadavres de civils, scènes d'exécution. Le titre annonçait simplement : *La Belgique et l'Allemagne*. La couverture bleue reproduisait les contours géographiques des deux pays. L'immense configuration du *reich*, assez semblable à un ours casqué, avait comme appendice le minuscule pays neutre écrasé par lui.

Peu après la fin de ce travail, je vis arriver à mon bureau Emile Cammaerts. Il avait mon âge. Nous nous étions rencontrés à Bruxelles dans les coulisses du théâtre du Parc. Une pièce de lui, tout fantaisie et folklore, avait été représentée peu de temps après la mienne. Il s'était naguère épris profondément d'une jeune actrice anglaise, fille de la Brema, en la voyant jouer Shakespeare au théâtre classique de Stratford-sur-Avon. A-

vant d'accepter de l'épouser, Tita Brand transforma en lui l'être intérieur. Par idéalisme franciscain, cet élève de l'anarchisant Elisée Reclus, avait doucement évolué vers le christianisme. Baptisé, devenu fervent anglican, Cammaerts se fixa avec sa femme à Londres, comme publiciste et professeur. De nombreux enfants éclairaient un foyer, illuminé déjà par la flamme de l'apostolat artistique. Il avait essayé de s'engager au début des hostilités dans la *home defense*. Il y avait contracté une pleurésie. A peu près remis, il venait me demander ce qu'il pouvait faire pour m'aider. Je lui offris d'être le lien entre mon activité et le public britannique et ce fut l'origine d'une collaboration qui a été pendant quatre années aussi étroite que notre amitié.

Oxford et Cambridge avaient offert l'hospitalité aux professeurs belges d'université : Ch. Dejace, Charles de Visscher, H. Vanderlinden, Fernand Severin, Leo van der Essen ; ce dernier savait bien l'anglais. Une offre nous étant parvenue de la légation de Belgique à Washington. L'université de Chicago invitait un universitaire à donner un cours de trois mois sur la Belgique. Je proposai à van der Essen de faire le voyage. Il accepta,

fit bonne figure là-bas et à son retour entra à demeure dans mes services. Plus tard, ce fut le tour d'Henri De Saegher, fils de l'archiviste d'Ypres, chargé de cours à l'Université de Gand. Ainsi un trio d'intellectuels purs appuyait d'une autorité indiscutable notre action directe sur l'opinion.

Elle prit des formes diverses. La règle fut de ne rien répandre d'anonyme, et d'approprier à chaque catégorie de lecteurs les ouvrages susceptibles de la convaincre. Ce qui sortit de notre officine fut signé soit par l'un de nous, soit par des écrivains belges ou étrangers suffisamment connus. Derrière chaque publication, il y avait, dans nos archives, toutes les références justificatives. Aucun livre ne parut si ce n'est sous le couvert d'une firme d'éditeurs. Un contrat était établi assurant à l'auteur ses droits. Les facilités de papier et l'achat d'un certain nombre d'exemplaires révélaient l'intervention de Wellington house. Nous avions désigné au préalable, autant que possible nominalement, les personnalités auxquelles, à travers le monde, ces instruments d'information devaient être envoyés. Pour donner un exemple, tous les historiens connus reçurent un petit livre écrit à notre suggestion par le savant danois

Krystopher Nyrop sur l'arrestation et l'emprisonnement en Allemagne des professeurs belges Pirenne et Frédéricq.

van der Essen réalisa le tour de force de sortir un gros volume sur les opérations militaires de l'armée belge. Il se présentait avec toutes les apparences d'un travail technique et, de fait, c'en était un, mais offert avec un caractère d'agrément historique. Il valut à l'auteur une nombreuse correspondance à laquelle il répondit ponctuellement. Notre second étage de Grosvenor Gardens devenait un lieu de pèlerinage pour les nombreux correspondants des journaux étrangers.

La lecture de la presse britannique occupait en même temps nos soucis. Aucune affirmation fantaisiste n'était laissée sans rectification, soit directe, soit indirecte. Par sa pratique du journalisme anglais, Cammaerts me guidait. Sa réputation d'écrivain littéraire, sa qualité de poète, servie par un physique caractéristique, étaient à elles seules des références. Une lettre signée par lui à un grand journal avait toutes les chances d'être accueillie. Le moyen fut souvent utilisé par chacun de nous, quand il s'agissait de préciser un détail ou d'expliquer une tendance.

A mesure que la guerre durait, la pureté de

notre cause risquait, en effet, de se voir obscurcie par les « buts de guerre » de nos garants qui n'étaient pas, au sens juridique du terme, nos alliés. Pour ce travail continu de mise au point, les relations nouées dans le monde intellectuel devinrent de plus en plus utiles. La vie de club est à Londres le meilleur moyen de contact. Sir Mackenzie Chalmers m'avait introduit, rare privilège, à l'Athe-neum club, vaste institution peuplée d'évêques, de professeurs, de magistrats, d'écrivains. Mon frère et Willy de Grunne me présentèrent au Saint-James fréquenté par tous les diplomates. Je fus invité occasionnellement dans cinq ou six autres. Pendant le déjeuner rien de plus aisé que de piquer la curiosité d'autrui en satisfaisant la sienne propre. Et bien peu d'Anglais cultivés sont exempts d'attaches avec un journal ou une revue.

L'enjeu de cet échange variait peu. Empêcher que dans l'énormité du conflit, la cause belge ne fut perdue de vue. Maintenir à celle-ci son point de départ initial en faisant comprendre que la Belgique violée ne s'accommodait point du joug, mais comptait fermement sur les réparations imposées par la justice.

Pour maintenir le contact avec le pays occupé, un accord avec le contrôle militaire

nous faisait envoyer à Londres une sélection de Belges évadés, passant de Hollande en Angleterre, pour gagner la France. Tous ceux qui avaient une « histoire à raconter » un témoignage pittoresque à donner, nous fournissaient la matière de fiches, placées sous des rubriques séparées. Nous en tirions, après coup, des récits susceptibles d'intéresser le public de langue anglaise. Pour celui-ci, trop enclin à confondre l'héroïsme avec le martyre, tous les Belges devaient être ou morts ou condamnés sous peine de perdre l'auréole qu'il leur avait décernée. Tout fléchissement risquait de donner prise au soupçon d'un accommodement inévitable, allant peut-être jusqu'à la complicité. Il y avait une explication continue à fournir, une ambiance à reconstituer, en montrant comment la résistance latente évitait autant l'éclat dangereux que la soumission servile. En somme, il fallait recommencer sans relâche l'interprétation séculaire de notre peuple.

Un historien comme van der Essen y excellait. Cammaerts était là pour veiller que tout fût conçu, exposé, traduit à la manière anglaise. Ce n'était pas toujours celle du Hâvre. A Sainte Adresse, siège du gouvernement belge, on avait fini par se préoccuper, tardive-

ment, de ce qu'on appelait la propagande belge. Un excellent juriste, méthodique, appliqué, autoritaire, journaliste à ses heures, Fernand Passelecq, avait été placé à la tête d'un bureau de diffusion de nouvelles. Il avait conçu la prétention, pour éviter les concurrences contraires à l'égalité journalistique, de les répandre à travers le monde, toutes exactement à la même heure et si possible à la même minute.

Le résultat de ses envois directs en Grande Bretagne fut l'inefficacité de la plupart, du point de vue de la diffusion et de l'action sur le public. J'obtins que tout ce qui sortirait de son officine me serait envoyé d'abord avec l'indication du moment où il siérait de le publier. Je serais libre de juger personnellement de la meilleure forme et du plus sûr moyen de présenter la nouvelle : télégramme, interview, article de fond, documentation individuelle.

Un point sur lequel le Havre maintenait un silence fâcheux, c'était l'action de l'armée belge pendant la longue période de stagnation entre les offensives. On ne savait rien du soldat, peu de chose du Roi et de la Reine. L'inondation, tendue pendant la bataille de l'Yser, entretenait l'impression que nos « jas-

ses » ne couraient plus aucun danger. L'obstination admirable du Roi Albert à ne permettre à son armée aucune action qui n'eût pas pour objet la délivrance du sol sur lequel elle s'était cramponnée, risquait de voir l'attention internationale se désintéresser de sa valeur et de ses obscurs sacrifices. Aucune photographie, aucun reportage fait sur place.

Nous résolûmes d'envoyer voir, en organisant une visite de la « Belgique libre » par des journalistes anglais. On ne leur montra pas grand'chose. Mais comme devant Nieupoort, ils furent pris dans un bombardement sérieux, ils revinrent persuadés que les tranchées belges étaient particulièrement malsaines. Fiers de leur expérience personnelle, ils écrivirent des articles excellents.

En essayant d'expliquer aux gens du Havre le milieu où je travaillais, j'étais arrivé à cette conclusion qu'on y était dans une grande ignorance des complexités et de l'évolution de l'opinion britannique. C'est ce qui me décida à rédiger hebdomadairement des notes basées sur la lecture régulière de la presse de Londres et de province. Elles étaient destinées en apparence à la légation qui était gérée, depuis le départ de Paul Hymans, successeur de Lalaing, par le baron Moncheur,

le plus vieil ami de mon père. Ce dernier avait succombé à la tâche. J'évoquerai plus loin les circonstances de sa mort. Chaque semaine je récapitulai mes impressions de lecture et je les revisai à la lumière des nécessités de la cause belge. Pour m'aider, j'avais deux lecteurs attitrés Cammaerts et De Saegher. Ils me signalaient les articles qui les avaient frappés dans les journaux dont je ne m'étais pas réservé la lecture quotidienne (le *Times* et le *Manchester Guardian* demeurèrent mon apannage). Le samedi je m'enfermais pour offrir une image aussi vivante que possible du visage britannique. Je garde ainsi ce qui pourrait faire la matière de plusieurs volumes. Quand j'en parcours les feuillets, une vision rétrospective s'offre à mon souvenir et je vais essayer d'en fixer les grandes lignes.

HENRI DAVIGNON
DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

LA PREMIÈRE TOURMENTE

1914 - 1918



ÉDITIONS DURENDAL

TABLE DES CHAPITRES.

Chapitre premier. Le vent dans les arbres	7
Chapitre deuxième. L'ultimatum du 2 août 1914	23
Chapitre troisième. Traversée	47
Chapitre quatrième. La Belgique en Angleterre	61
Chapitre cinquième. En lisant les journaux	79
Chapitre sixième. Ambiance insulaire ..	97
Chapitre septième. Le gouvernement sur un rocher	119
Chapitre huitième. La victoire imprévue	143
Chapitre neuvième. Le difficile retour ..	159
Chapitre dixième. La double illusion ...	175